



PARLEMENT BRUXELLOIS BRUSSELS PARLEMENT

OVERGEZONDEN AAN ALLE LEDEN VAN HET PARLEMENT

Als bijlage vindt u de gemotiveerde motie, ingediend op 14 maart 2024 door de heer Mathias VANDEN BORRE, mevrouw Cieltje VAN ACHTER en de heer Gilles VERSTRAETEN tot besluit van de interpellatie van de heer Mathias VANDEN BORRE tot de heer Rudi VERVOORT, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van gewestelijk Belang, en tot mevrouw Nawal BEN HAMOU, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen, betreffende “de criminele activiteiten in en rond sociale woningen”, de toegevoegde interpellatie van mevrouw Aurélie CZEKALSKI betreffende “de recente drugsgerelateerde schietpartijen” en de toegevoegde interpellatie van de heer Ahmed MOUHSSIN betreffende “de bestrijding van de drugscriminaliteit” (gehouden in de commissie voor de Binnenlandse Zaken van 12 maart 2024).

Overeenkomstig artikel 119.4 van het reglement:

“Elk lid van het Parlement kan, nadat de voorzitter een gemotiveerde motie heeft bezorgd, een eenvoudige motie of een andere gemotiveerde motie indienen bij de voorzitter van het Parlement, uiterlijk om zeventien uur van de tweede dag die volgt op de dag waarop de bedoelde gemotiveerde motie door de voorzitter is bezorgd, zonder zaterdagen, zondagen of feestdagen mee te rekenen.”.

In voorkomend geval, verstrijkt die termijn op woensdag 20 maart 2024 om 17.00 uur.

Brussel, 18 maart 2024

Bijlage: 1.

Rachid MADRANE
Voorzitter / Président

TRANSMIS À TOUS LES MEMBRES DU PARLEMENT

Veuillez trouver en annexe l'ordre du jour motivé, déposé le 14 mars 2024 par M. Mathias VANDEN BORRE, Mme Cieltje VAN ACHTER et M. Gilles VERSTRAETEN en conclusion de l'interpellation de M. Mathias VANDEN BORRE à M. Rudi VERVOORT, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional, et à Mme Nawal BEN HAMOU, Secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale en charge du Logement et de l'Égalité des Chances, concernant «les activités criminelles dans et autour des logements sociaux», l'interpellation jointe de Mme Aurélie CZEKALSKI, concernant «les fusillades récentes liées au trafic de drogue en Région bruxelloise», et l'interpellation jointe de M. Ahmed MOUHSSIN, concernant «les mesures prises face à la criminalité liée à la drogue» (développées en commission des Affaires intérieures du 12 mars 2024).

Conformément à l'article 119.4 du règlement:

«Chaque membre du Parlement peut, suite à la transmission par le président d'un ordre du jour motivé, déposer un ordre du jour pur et simple ou un autre ordre du jour motivé auprès du président du Parlement, au plus tard à dix-sept heures le deuxième jour qui suit le jour de la transmission par le président de l'ordre du jour motivé, abstraction faite du samedi, dimanche ou jour férié.».

En l'occurrence, ce délai expire le mercredi 20 mars 2024 à 17h00.

Bruxelles, le 18 mars 2024

Annexe: 1.

(TRADUCTION)

ORDRE DU JOUR MOTIVÉ

déposé en conclusion de:

- l'interpellation de M. Mathias VANDEN BORRE (N) à M. Rudi VERVOORT, ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional, et à Mme Nawal BEN HAMOU, secrétaire d'État de la Région de Bruxelles-Capitale chargée du Logement et de l'Égalité des chances, concernant «les activités criminelles dans et autour des logements sociaux»;
- l'interpellation jointe de Mme Aurélie CZEKALSKI (F) concernant «les fusillades récentes liées au trafic de drogue en Région bruxelloise»;
- l'interpellation jointe de M. Ahmed MOUHSSIN (F) concernant «les mesures prises face à la criminalité liée à la drogue»,

(développées en commission des Affaires intérieures du 12 mars 2024)

* * *

«Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

- Ayant entendu l'interpellation de M. Mathias VANDEN BORRE (N) concernant «les activités criminelles dans et autour des logements sociaux», l'interpellation jointe de Mme Aurélie CZEKALSKI (F) concernant «les fusillades récentes liées au trafic de drogue» et l'interpellation jointe de M. Ahmed MOUHSSIN (F) concernant «les mesures prises face à la criminalité liée à la drogue», et les réponses du ministre-président;
- Vu:
 - l'article 4, § 2^{quater}, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, qui dispose:

«L'agglomération bruxelloise:

- 1° exerce les compétences visées aux articles 128 et 129 de la loi provinciale, ainsi que les compétences qui, dans des lois particulières, sont attribuées au gouverneur de province, sauf si ces lois particulières en disposent autrement;
- 2° coordonne les politiques de sécurité et, dans ce cadre, assure et coordonne l'observation et l'enregistrement de la criminalité;
- 3° élabore le plan régional de sécurité, visé à l'article 37^{bis} de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

- 4° exerce la tutelle sur les budgets des zones de police;
 - 5° encourage la mutualisation de services administratifs des zones de police, ainsi que le recours par celles-ci à la centrale d'achat pour l'acquisition de matériel;
 - 6° coordonne les politiques de prévention;
 - 7° propose un texte d'harmonisation des règlements de police, dans le respect des spécificités communales.»;
- l'article 48 de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises, qui dispose que les attributions visées à l'article 4, § 2^{quater}, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes sont exercées par le président du gouvernement visé à l'article 34 de la même loi;
 - l'article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836, qui dispose que le gouverneur veille au maintien de l'ordre public, à savoir la tranquillité, la sûreté et la salubrité publiques, c'est-à-dire à la tranquillité, la sécurité et la santé publiques et assure également une bonne collaboration entre les services de police et entre les zones de police de la province;
 - l'article 11 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992 selon lequel, sans préjudice des compétences qui leur sont attribuées par ou en vertu de la loi, le ministre de l'Intérieur et le gouverneur exercent à titre subsidiaire les attributions du bourgmestre ou des institutions communales lorsqu'ils manquent, volontairement ou non, à leurs responsabilités, lorsque les troubles à l'ordre public s'étendent au territoire de plusieurs communes, ou lorsque, bien que l'événement ou la situation soit localisé dans une seule commune, l'intérêt général exige leur intervention;
 - que le développement d'une approche administrative de la lutte contre la criminalité organisée est l'une des missions transversales du plan global de sécurité et de prévention 2021-2024, que la mesure 8.2 du plan global de sécurité et de prévention 2021-2024 prévoit le développement d'une approche holistique dans la lutte contre la fraude et le trafic, afin de fluidifier l'échange d'informations et d'optimiser la concertation stratégique entre les services administratifs et judiciaires en vue de dissuader et/ou saper la criminalité organisée;
 - Considérant:
 - que, selon le ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 11 octobre 2023, il y a eu 41 fusillades dans l'arrondissement de Bruxelles, dont 23 qui peuvent être liées à la problématique de la drogue;
 - que, selon une information diffusée par VRT NWS le 8 décembre 2023, il y a eu 97 fusillades à Bruxelles l'année passée, dont 34 étaient liées au milieu de la drogue;

- qu'il existe depuis 2010 une approche spécifique à l'égard des bandes urbaines bruxelloises;
- que le service de communication et d'information de l'arrondissement, sous la direction du directeur-coordonateur de la police fédérale, est chargé de cette approche, en collaboration avec les membres des différents services de police, en fonction de leur charge de travail;
- que, dans le cadre de cette approche spécifique, les bandes font l'objet d'une surveillance permanente, mais pas par une équipe spécifique;
- que le plan global drogue visé par le plan global de sécurité et de prévention 2021-2024 est financé par le Gouvernement fédéral. Les six zones de police bruxelloises y participent sous la direction de la police judiciaire fédérale de l'arrondissement de Bruxelles;
- que le plan canal, lancé après les attentats de 2015 pour lutter contre le terrorisme dans la zone du canal à Bruxelles et dans ses environs, est poursuivi et renforcé et qu'il est également utilisé contre la criminalité organisée;
- que le volet relatif aux drogues du plan canal est abordé dans le "Plan d'action contre la drogue et la violence liée à la drogue à Bruxelles", qui est piloté par le directeur judiciaire de la PJF Bruxelles;
- que d'ici la fin de la législature, le Gouvernement fédéral renforcera la police judiciaire fédérale de Bruxelles avec 88 agents supplémentaires dans le cadre du plan canal;
- que dans le cadre de ce renforcement, la police judiciaire fédérale de Bruxelles avait recruté 43 agents au 1^{er} octobre 2023, mais que 35 membres expérimentés avaient quitté la PJF de Bruxelles au cours de la même période;
- que le Conseil régional de sécurité a proposé le 11 mars 2024 les grandes lignes de sa stratégie régionale pour lutter contre le trafic de drogue, mais que cette stratégie doit encore être mise en œuvre;
- que cette stratégie est basée sur l'identification et l'analyse des zones d'application prioritaires (hotspots), déterminées par la police fédérale;
- que les bourgmestres constitueront une task force locale pour chaque zone identifiée, composée par les autorités, les services et les partenaires impliqués aux niveaux communal et régional et disposant de l'expertise nécessaire pour les trois piliers que sont la sécurité, la prévention et la vie de quartier;
- que les task forces locales sont chargées de développer un plan d'action ciblé, en ligne avec la stratégie régionale si celle-ci est définie;
- qu'une cellule de sécurité régionale intégrale, qui supervisera la mise en œuvre et le respect de la stratégie régionale et qui facilitera la collaboration avec les structures existantes, sera créée;

- que les contrôles d'identité systématiques dans les zones prioritaires font encore l'objet de débats;
- que la mise en œuvre de la stratégie régionale dépend de la participation de toutes les parties concernées, chacune d'entre elles restant responsable et indépendante dans le cadre de ses propres compétences;
- que la chaîne de la sécurité bruxelloise est aussi fragile que son maillon le plus faible: s'il devient plus compliqué de mener certaines activités criminelles dans une commune donnée, celles-ci risquent de se déplacer vers une autre commune bruxelloise;
- que, selon la Cour des comptes, la politique de prévention et de lutte contre les assuétudes n'est pas suffisamment encadrée par un ensemble cohérent d'objectifs stratégiques et opérationnels qui seraient mis au point pour l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- que la Cour des comptes ne peut pas fournir de garantie raisonnable que la politique de prévention et de lutte contre les assuétudes est mise en œuvre de manière effective et efficace;

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale:

- de prendre l'initiative, dans le cadre de sa responsabilité en matière de coordination de la politique de prévention et de sécurité dans la Région, de se concerter avec les partenaires appropriés, en premier lieu les pouvoirs locaux et les zones de police elles-mêmes, mais également la police fédérale et le gouvernement fédéral, afin de réaliser une fusion des six zones de police bruxelloises;
- de développer une vision et une stratégie politiques sans équivoque en matière de lutte contre le trafic de drogue et les assuétudes;
- de mettre en place une équipe permanente et spécialisée, par l'intermédiaire du Conseil régional de sécurité, composée de membres des différents services de police, dans le but d'obtenir une vue permanente des bandes criminelles sur le territoire bruxellois;
- en concertation avec le Gouvernement fédéral, de mettre en place dès que possible un centre d'expertise et d'information au niveau de l'arrondissement au sein de safe.brussels, ayant pour objectif de conseiller et de soutenir les autorités locales et les zones de police dans leur approche administrative de la criminalité organisée;
- de mettre en place un point de contact régional antidrogues au sein de safe.brussels, où les citoyens qui soupçonnent l'existence d'une plantation de cannabis, d'un laboratoire clandestin ou d'un site de déversement peuvent faire un signalement de manière anonyme;

- de tenir le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et les comités de citoyens informés mensuellement des progrès effectués dans l'approche sécuritaire de la violence liée à la drogue.».

Bruxelles, le 14 mars 2024

(S.) Mathias VANDEN BORRE (N)
Cieltje VAN ACHTER (N)
Gilles VERSTRAETEN (N)

GEMOTIVEERDE MOTIE

ingediend tot besluit van:

- de interpellatie van de heer Mathias VANDEN BORRE (N) tot de heer Rudi VERVOORT, minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van gewestelijk Belang, en mevrouw Nawal BEN HAMOU, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Huisvesting en Gelijke Kansen, betreffende «de criminele activiteiten in en rond sociale woningen»;
- de toegevoegde interpellatie van mevrouw Aurélie CZEKALSKI (F) betreffende «de recente drugsgerelateerde schietpartijen»;
- de toegevoegde interpellatie van de heer Ahmed MOUHSSIN (F) betreffende «de bestrijding van de drugscriminaliteit»,

(gehouden in de commissie voor de Binnenlandse Zaken van 12 maart 2024)

* * *

“Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

- Gehoord hebbende de interpellatie van de heer Mathias VANDEN BORRE (N), betreffende «de criminele activiteiten in en rond sociale woningen», de toegevoegde interpellatie van mevrouw Aurélie CZEKALSKI (F) betreffende «de recente drugsgerelateerde schietpartijen» en de toegevoegde interpellatie van de heer Ahmed MOUHSSIN (F) betreffende «de bestrijding van de drugscriminaliteit», en de antwoorden van de minister-president;
- Gelet:
 - op artikel 4, § 2^{quater}, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, dat bepaalt:

“De Brusselse agglomeratie:

- 1° oefent de bevoegdheden uit als bedoeld in de artikelen 128 en 129 van de provinciewet, alsook de bevoegdheden die in specifieke wetten worden toegekend aan de provinciegouverneur, behalve indien deze specifieke wetten er anders over beschikken;
- 2° coördineert de veiligheidsbeleidslijnen en verzekert en coördineert in dat kader de monitoring en de registratie van de criminaliteit;
- 3° werkt het gewestelijk veiligheidsplan uit, bedoeld in artikel 37^{bis} van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

- 4° oefent het toezicht uit op de begrotingen van de politiezones;
 - 5° moedigt het samenvoegen van administratieve diensten van de politiezones aan, alsook het beroep door deze diensten op de aankoopcentrale voor de aankoop van materiaal;
 - 6° coördineert de preventiebeleidslijnen;
 - 7° stelt een harmoniserende tekst voor de politiereglementen voor, met inachtneming van de specifieke kenmerken van de gemeenten.”.
- op artikel 48 van de Bijzondere Wet met betrekking tot de Brusselse Instellingen die bepaalt dat de in artikel 4, § 2^{quater}, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten bedoelde bevoegdheden uitgeoefend worden door de voorzitter van de regering bedoeld in artikel 34 van diezelfde wet;
 - op artikel 128 van de provinciewet van 30 april 1836 die bepaalt dat de gouverneur zorgt voor het handhaven van de openbare orde zorgt, te weten de openbare rust, veiligheid en gezondheid en tevens toeziet op een goede samenwerking tussen politiediensten en tussen de politiezones in de provincie;
 - op artikel 11 van de wet op het politieambt van 5 augustus 1992 die stelt dat onverminderd de bevoegdheden die hun zijn toegekend door of krachtens de wet, de minister van Binnenlandse Zaken en de gouverneur de bevoegdheden van de burgemeester of van de gemeentelijke instellingen in subsidiaire orde uitoefenen wanneer deze, al dan niet vrijwillig, hun verantwoordelijkheden niet nakomen, wanneer de verstoring van de openbare orde zich uitstrekt over het grondgebied van verscheidene gemeenten of, wanneer, ook al is de gebeurtenis of de situatie slechts in een enkele gemeente gelokaliseerd, het algemeen belang hun tussenkomst vereist;
 - op het ontwikkelen van een administratieve aanpak van de georganiseerde misdaad is een van de transversale opdrachten in het Globaal Veiligheids- en Preventieplan 2021-2024 maatregel 8.2 van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan 2021-2024 die voorziet in de ontwikkeling van een holistische benadering in de strijd tegen fraude en smokkel om de uitwisseling van informatie vlotter te laten verlopen en het strategisch overleg tussen de administratieve en gerechtelijke diensten te optimaliseren teneinde de georganiseerde misdaad te ontmoedigen en/of te ontwrichten;
 - Overwegende,
 - dat, volgens de minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, voor de periode van 1 januari 2023 tot en met 11 oktober 2023 er 41 schietpartijen waren in het arrondissement Brussel, waaronder 23 die gelinkt kunnen worden aan de drugs-problematiek;
 - dat, volgens de berichtgeving van VRT NWS op 8 december 2023, er vorig jaar in Brussel 97 schietpartijen plaatsvonden, waaronder 34 een link hadden met het drugsmilieu;

- dat sedert 2010 in Brussel een specifieke aanpak van de Brusselse stadsbendes bestaat;
- dat de Communicatie- en informatiedienst van het arrondissement onder leiding van de directeur-coördinator van de federale politie belast is met die aanpak, in samenwerking met leden van de verschillende politiediensten, afhankelijk van hun werklast;
- dat, i.k.v. die specifieke aanpak, bendes permanent in het oog worden gehouden, maar niet door een specifiek team;
- dat het Globaal Drugsplan, zoals bedoeld in het Globaal Veiligheids- en Preventieplan 2021-2024, gefinancierd wordt door de federale overheid, waar de zes Brusselse politiezones aan deelnemen onder leiding van de federale gerechtelijke politie van het arrondissement Brussel;
- dat het Kanaalplan, gelanceerd na de aanslagen van 2015 om de strijd aan te binden tegen terrorisme in de kanaalzone in en rond Brussel, wordt verdergezet en versterkt en tevens wordt ingezet tegen de georganiseerde misdaad;
- dat het luik drugs van het Kanaalplan wordt aangepakt in het “Actieplan Drugs en drugs-gerelateerd geweld in Brussel”, dat wordt gepiloteerd door de gerechtelijke directeur van de FGP Brussel;
- dat de federale regering tegen het einde van de legislatuur de federale gerechtelijke politie van Brussel in het kader van het Kanaalplan zal versterken met 88 extra agenten;
- dat in het kader van die versterking de federale gerechtelijke politie van Brussel op 1 oktober 2023 43 medewerkers had aangeworven maar dat in dezelfde periode 35 ervaren leden de FGP Brussel hebben verlaten;
- dat de gewestelijke veiligheidsraad op 11 maart 2024 de krachtlijnen van haar gewestelijke strategie voor de bestrijding van drugshandel voorgesteld maar dat de strategie nog uitgewerkt moet worden;
- dat deze strategie gebaseerd is op de identificatie en analyse van prioritaire inzetgebieden (hotspots), bepaald door de federale politie;
- dat de burgemeesters een lokale taskforce zullen samenstellen voor elke geïdentificeerde hotspot, bestaande uit overheden, diensten en partners die betrokken zijn op gemeentelijk en gewestelijk niveau en die expertise hebben op de drie pijlers veiligheid, preventie en buurtleven;
- dat de lokale taskforces belast zijn met ontwikkelen van een gericht actieplan, in lijn met de gewestelijke strategie indien deze is gedefinieerd;

- dat een integrale gewestelijke veiligheidscel opgericht zal worden, die zal toezien op de uitvoering en de naleving van de gewestelijke strategie en de samenwerking met de bestaande structuren vergemakkelijken;
- dat er nog discussie gevoerd wordt over de systematische identiteitscontroles in de hotspots;
- dat de uitvoering van de gewestelijke strategie staat of valt met de deelname van alle betrokken partijen, die elk verantwoordelijk en onafhankelijk blijven binnen hun eigen bevoegdheden;
- dat de Brusselse veiligheidsketen maar zo sterk is als haar zwakste schakel: als bepaalde criminele activiteiten bemoeilijkt worden in een bepaalde gemeente, bestaat het gevaar dat ze zich verplaatsen naar een andere Brusselse gemeente;
- dat, volgens het Rekenhof, het beleid voor de preventie en bestrijding van verslavingen onvoldoende wordt omkaderd door een samenhangend geheel van strategische en operationele doelstellingen die verder zijn uitgewerkt voor het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- dat het Rekenhof geen redelijke zekerheid kan verschaffen dat het beleid voor de preventie en bestrijding van verslavingen doelmatig en doeltreffend wordt gevoerd;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

- vanuit zijn verantwoordelijkheid voor de coördinatie van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Gewest initiatief te nemen om de relevante partners, in de eerste plaats de lokale besturen en de politiezones zelf, maar ook de federale politie en de federale regering, samen te brengen om, in overleg, een samenvoeging van de zes Brusselse politiezones te bewerkstelligen;
- een eenduidige beleidsvisie en strategie te ontwikkelen inzake de strijd tegen drugshandel en verslavingen;
- via de Gewestelijke Veiligheidsraad een permanent en specifiek team op te richten, bestaande uit leden van de verschillende politiediensten, met als doel permanente beeldvorming te creëren van de criminele bendes op het Brussels grondgebied;
- in overleg met de federale regering zo snel mogelijk een Arrondissementeel Informatie- en Expertisecentrum op te richten binnen safe.brussels die als doel heeft de lokale besturen en de politiezones te adviseren en te ondersteunen in hun bestuurlijke aanpak van georganiseerde criminaliteit;
- een gewestelijk drugsmeldpunt op te richten binnen safe.brussels waar burgers die een vermoeden hebben van een locatie van een cannabisplantage, drugslabo of dumpingplaats, dit anoniem kunnen doorgeven;

- het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de burgercomités maandelijks op de hoogte te houden van de vorderingen in de veiligheidsaanpak van het drugsgeweld.

Brussel, 14 maart 2024

(Get.) Mathias VANDEN BORRE (N)
Cieltje VAN ACHTER (N)
Gilles VERSTRAETEN (N)